

Cote du document: EB/129  
Date: 27 juillet 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Procès-verbal de la cent vingt-neuvième session du Conseil d'administration – RÉUNION VIRTUELLE**

### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Luis Jiménez-McInnis**  
Secrétaire du FIDA  
téléphone: +39 06 5459 2254  
courriel: l.jimenez-mcinnis@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-neuvième session  
Rome, 20-23 avril 2020

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session</b>	<b>1</b>
<b>Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour</b>	<b>2</b>
<b>Point 3 de l'ordre du jour – Informations actualisées sur la COVID-19</b>	<b>3</b>
<b>Point 4 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles</b>	<b>5</b>
Politiques et stratégies	5
i) Investissement axé sur les capacités – Plan d'action (EB 2020/129/R.3/Rev.1)	5
iii) Mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles: Plan d'action pour la période 2020-2021 (EB 2020/129/R.5)	7
<b>Point 7 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles</b>	<b>9</b>
a) Cadre des opérations non souveraines du FIDA dans le secteur privé et création d'un Fonds fiduciaire pour le secteur privé (EB 2020/129/R.11)	9
c) Propositions de projet/programme et don soumises à l'attention du Conseil d'administration	10
<b>Point 8 de l'ordre du jour – Questions financières</b>	<b>11</b>
d) Rapport sur l'adéquation des fonds propres (EB 2020/129/R.24)	11
e) Informations orales actualisées sur la procédure de notation de crédit [séance à huis clos]	12
g) Affectation de ressources du programme ordinaire de dons à la Stratégie de collaboration avec le secteur privé et autres nouvelles initiatives (EB 2020/129/R.26/Rev.1)	13
<b>Point 11 de l'ordre du jour – Questions diverses</b>	<b>14</b>
d) Informations orales actualisées concernant la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA	14
<b>Clôture de la session</b>	<b>15</b>

### Annexes

I	Résultats du vote par correspondance concernant les points figurant à l'ordre du jour qu'il était initialement prévu d'examiner à la cent vingt-neuvième session du Conseil d'administration
II	Liste des documents soumis au Conseil d'administration à la cent vingt- neuvième session
III	Délégations à la cent vingt-neuvième session du Conseil d'administration
IV	Ordre du jour

## **Procès-verbal de la cent vingt-neuvième session du Conseil d'administration – RÉUNION VIRTUELLE**

### **Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session**

1. La cent vingt-neuvième session du Conseil d'administration a été ouverte par le Président du FIDA et président du Conseil d'administration, Gilbert F. Houngbo. Le Président a remercié le Conseil d'avoir accepté de tenir la session virtuellement.
2. Le Conseil d'administration était saisi des documents dont la liste figure à l'annexe II.
3. Le procès-verbal suit l'ordre dans lequel les points étaient inscrits à l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, les principaux résultats sont présentés dans des encadrés.
4. Le Président a souhaité la bienvenue aux représentants nouvellement accrédités, dont celui de l'Argentine, Carlos Bernardo Cherniak, Ambassadeur et représentant permanent de la République argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du FIDA et du Programme alimentaire mondial (PAM), et, pour l'Égypte, Ramzy Steno, conseiller agricole et représentant permanent adjoint de la République arabe d'Égypte auprès du FIDA.
5. Le Président a informé le Conseil que le Bangladesh avait remplacé le Pakistan en qualité de membre suppléant de l'Inde auprès du Conseil d'administration, et a souhaité la bienvenue au représentant nouvellement accrédité de ce pays, Manash Mitra, conseiller économique et représentant permanent suppléant de la République populaire du Bangladesh auprès du FIDA.
6. Le Conseil a observé une minute de silence à la mémoire de l'Ambassadeur Antonio Vargas Hernández, Gouverneur et représentant au Conseil d'administration du FIDA pour la République dominicaine.
7. En guise d'introduction aux débats sur la pandémie de COVID-19, un message vidéo de l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable a été diffusé.
8. Le discours d'ouverture du président du Conseil et des informations actualisées sur la COVID-19 ont été publiés dans le document EB 2020/129/INF.9.

## Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour

### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration est convenu d'examiner un ordre du jour restreint et décidé que certains points feraient l'objet d'observations en ligne et que d'autres seraient soumis pour approbation par vote par correspondance.
- Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour qui figure dans le document EB 2020/129/R.1, en le modifiant comme suit:
  - Inclusion de points de l'ordre du jour portant sur:
    - l'action du FIDA pour faire face à la COVID-19;
    - la contribution du FIDA au Sommet sur les systèmes alimentaires, question qui devait initialement être soumise à une procédure d'approbation par défaut d'opposition.
  - L'inclusion, à la rubrique des questions diverses, d'informations actualisées sur les modalités pratiques relatives à la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12).
  - Le retrait de la proposition de programme intitulée "République arabe syrienne: Programme de relance des moyens d'existence dans l'agriculture" pour se laisser le temps d'achever les négociations et de répondre aux observations des représentants au Conseil.
- Ces modifications donneraient lieu à la publication d'un ordre du jour révisé et d'un programme de travail révisé (EB 2020/129/R.1/Rev.1 + Add.1/Rev.3).

## Point 3 de l'ordre du jour – Informations actualisées sur la COVID-19

### Résultats des délibérations:

Ayant examiné le document de séance intitulé "Pour que la crise provoquée par la COVID-19 ne se double pas d'une crise alimentaire – Le Mécanisme de relance du FIDA en faveur des populations rurales pauvres" (EB 2020/129/C.R.P.1/Rev.1), le Conseil d'administration a approuvé les recommandations qui y sont formulées. Ce faisant, le Conseil a:

- a) autorisé le Président à accepter des fonds supplémentaires de toute source pour le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres, sans limite de montant, sous réserve qu'une présélection soit réalisée en interne pour éviter les risques de réputation auxquels le FIDA pourrait s'exposer en acceptant lesdits fonds;
- b) approuvé l'allocation de 40 millions d'USD provenant du programme ordinaire de dons comme financement ponctuel de démarrage du Mécanisme;
- c) autorisé le Président à négocier et conclure tout accord de projet particulier devant être financé par le Mécanisme, pour un montant inférieur ou égal à 10 millions d'USD, sauf dans les cas ci-après, pour lesquels l'approbation du Conseil d'administration continuerait d'être sollicitée: les projets dont le partenaire d'exécution est une entité du secteur privé; les activités complémentaires s'inscrivant dans un projet existant, pour lesquelles des financements additionnels seraient apportés à des projets d'investissement en cours classés dans la catégorie A;
- d) approuvé l'utilisation de la procédure de vote par correspondance, au lieu de la procédure de défaut d'opposition ou de la discussion en session, pour tous les projets établis au titre du Mécanisme pour lesquels l'approbation du Conseil d'administration est sollicitée, afin de permettre un traitement plus rapide (dans un délai de cinq jours ouvrables).

La direction ferait rapport, à chaque session du Conseil d'administration, sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Mécanisme, y compris sur les projets approuvés et sur les ressources allouées par pays et catégorie de revenu, ainsi que sur la participation du FIDA au fonds d'affectation spéciale pluripartenaires des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement.

9. Le Président a proposé aux représentants au Conseil une vue d'ensemble des conséquences de la COVID-19 pour le FIDA. Un seul membre du personnel avait été testé positif au virus et était tout à fait guéri. Au total, 567 membres du personnel étaient en télétravail depuis leur lieu d'affectation, 65 depuis leur pays d'origine, et 18 depuis des pays tiers. Les opérations du FIDA avaient connu des perturbations ou un arrêt partiel dans la plupart des pays où le Fonds intervenait.
10. Le FIDA avait reçu des demandes émanant de plus de 100 projets répartis sur 65 pays, concernant la réallocation de fonds, l'obtention de fonds supplémentaires, l'extension de la durée des projets, la redéfinition des objectifs des projets afin de contribuer au relèvement à long terme, ou une éventuelle restructuration de la dette et de nouveaux besoins d'emprunt.
11. Dans ce contexte, le Fonds avait mis au point un Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres pour atténuer les effets de la COVID-19 sur la production, l'accès au marché et l'emploi rural. Cette initiative visait à compléter le cadre d'action socioéconomique des Nations Unies et était limitée dans le temps puisque son utilisation était prévue au cours des 18 mois qui suivaient.

12. Le Mécanisme mettrait avant tout l'accent sur les bénéficiaires des projets du FIDA, l'objectif étant que les résultats obtenus au niveau des projets ne soient pas perdus et que les projets puissent être adaptés aux nouvelles circonstances découlant de la pandémie de COVID-19.
13. Les représentants au Conseil d'administration ont accueilli avec satisfaction le nouveau Mécanisme et ont exprimé un large soutien à la stratégie adoptée par le FIDA pour lutter contre la COVID-19. Ils ont encouragé le FIDA à collaborer activement avec le fonds pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement établi par le Secrétaire général de l'ONU. Les membres du Conseil d'administration ont mis en garde contre les chevauchements d'activité, en particulier en ce qui concernait les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres organisations et institutions internationales.
14. La direction a donné des exemples illustrant l'intensification des activités menées en collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome, les équipes de pays des Nations Unies et d'autres entités. En outre, la direction a indiqué avoir été contactée par un certain nombre de banques régionales de développement désireuses de nouer un partenariat avec le FIDA. Toutes les activités menées viendraient compléter, et non dupliquer, les efforts des autres acteurs.
15. Une question a été posée concernant les raisons pour lesquelles le Mécanisme comportait une composante relative à des services numériques, sachant que d'autres partenaires proposaient déjà un appui dans ce domaine. La direction a expliqué que les services numériques étaient essentiels en cas d'interruption des services normaux et qu'ils étaient souvent le seul moyen d'atteindre les agriculteurs vivant dans des zones reculées. C'était un bon exemple de la manière dont l'action du FIDA complétait celle de ses partenaires. Dans ce cas précis, le fonds collaborait avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la FAO et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et fournissait des solutions novatrices telles que le commerce en ligne et le partage des savoirs.
16. Dans une déclaration faite au nom des membres de sa liste, le Coordonnateur de la Liste C a exprimé son soutien à l'action menée par le Fonds pour faire face à la pandémie de COVID-19, et a dit compter que le FIDA continuerait à mettre l'accent sur la sécurité alimentaire et la production agricole dans les pays en développement. La Liste C a rappelé au Conseil d'administration que, dans de nombreux pays, la stabilité politique dépendait également des systèmes alimentaires.
17. Les représentants ont souscrit à l'idée que l'importance du mandat du FIDA allait croissant. L'appui du FIDA était encore plus nécessaire s'agissant de renforcer la résilience des populations rurales non seulement face aux chocs résultant de pandémies, mais aussi dans toutes les situations de fragilité et face aux changements climatiques.
18. Le Conseil a souligné l'importance de son rôle de supervision virtuelle, et la direction s'est engagée à informer régulièrement le Conseil d'administration de la mise en œuvre de l'initiative ainsi que de son impact sur la situation financière du FIDA.
19. La direction a indiqué au Conseil d'administration qu'elle avait entrepris d'évaluer le niveau de risque auquel était exposé le portefeuille du Fonds dans le contexte de la pandémie de COVID-19, afin d'atténuer les risques et d'intégrer des mesures d'atténuation aux nouveaux projets dès la phase de conception. S'agissant des financements en provenance de sources autres que les États membres, la direction s'est également engagée à prendre toutes les mesures voulues concernant les donateurs potentiels afin de préserver la réputation du Fonds.

20. En réponse aux questions posées sur les conséquences financières de la COVID-19 pour le Fonds auxquelles on pouvait s'attendre, la direction envisageait trois conséquences: un plus grand nombre de pays passeraient d'un surendettement modéré à un surendettement élevé en raison d'emprunts supplémentaires ou de la nécessité d'emprunter davantage; un moratoire sur la dette; un allègement de la dette. La direction a expliqué que, pour pouvoir participer à un moratoire sur la dette ou à un allègement de celle-ci, le FIDA devrait avoir l'approbation du Conseil d'administration. La participation du FIDA à une telle initiative ne serait possible que si le Fonds recevait des ressources financières nouvelles et supplémentaires. On pouvait s'attendre à des répercussions sur la notation de crédit du Fonds.
21. La direction a réitéré son appui au Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), mais en a rappelé l'impact sur le programme de prêts et dons et sur la viabilité financière du Fonds au Conseil d'administration. À une question concernant la possibilité d'utiliser des fonds du Mécanisme au profit du CSD, la direction a répondu que cette hypothèse n'était pas envisagée.
22. Le président du Conseil a déclaré que le débat sur les risques financiers, y compris les risques nouveaux et les risques perçus, se poursuivrait dans le contexte de la Consultation sur FIDA12. Les membres ont débattu de l'intérêt de reporter la deuxième session de la Consultation, prévue en juin 2020, afin de se donner du temps pour avoir une vision plus claire des répercussions à plus long terme de la COVID-19 sur les opérations du FIDA. Cette question a été de nouveau débattue lors de l'examen du point 11 de l'ordre du jour, au titre duquel la direction a proposé un compte rendu oral concernant la Consultation.
23. Les membres ont noté que le FIDA avait publié des communiqués concernant le Mécanisme et avait intensifié sa campagne sur les médias sociaux.

## **Point 4 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles**

### **Politiques et stratégies**

#### **i) Investissement axé sur les capacités – Plan d'action (EB 2020/129/R.3/Rev.1)**

##### **Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé la recommandation visant à ce qu'un montant de 5,375 millions d'USD soit prélevé sur la réserve affectée à l'investissement axé sur les capacités afin de financer les dépenses prévues pour 2020.
- Un document récapitulatif contenant le texte final et approuvé ainsi que le texte des réponses de la direction en tant qu'annexe V sera mis en ligne après la session.

24. Le Conseil d'administration a pris note du résumé fourni par le président du Comité d'audit concernant les délibérations tenues sur ce point par le Comité à sa cent cinquante-sixième réunion.
25. Dans une déclaration commune, les pays de la Liste C ont félicité la direction d'avoir tenu compte des observations formulées par les membres au cours de la consultation informelle du Conseil d'administration et de la réunion du Comité d'audit dans le document relatif au plan d'action concernant l'investissement axé sur les capacités. Les pays de la Liste C ont exprimé leur soutien aux trois volets présentés dans le document, à savoir: les personnes, les processus et les technologies. Ces éléments seraient fondamentaux pour atteindre les objectifs de développement durable et, étant donné la pandémie de COVID-19, seraient d'une importance cruciale pour que le Fonds dispose des ressources nécessaires à l'exécution de son mandat.

26. Les membres des trois listes ont remercié la direction d'avoir porté le délai d'application du plan d'action de deux à trois ans.
27. Plusieurs membres du Conseil ont posé des questions concernant l'incidence des nouvelles directives et des nouveaux processus et outils sur le personnel. La direction a expliqué que, l'hypothèse de base étant celle d'une réduction des heures de travail correspondant à 15 000 heures en moins en 2020, soit l'équivalent de 1,5 million d'USD, les économies ne seraient pas toutes uniquement d'ordre financier. Certains gains tiendraient à l'amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. La direction a également expliqué que certaines économies de ressources financières se feraient sur plusieurs années.
28. Commentant les aspects liés aux ressources humaines, des membres se sont félicités que le plan mettait l'accent sur le fait de permettre au personnel d'acquérir de nouvelles compétences et de monter en compétences, d'attirer de nouveaux talents et d'allouer des fonds destinés à d'éventuelles indemnités à verser à un membre du personnel quittant l'organisation. Il a été demandé à la direction de donner une estimation du nombre de membres du personnel qui quitteraient l'organisation, à quoi elle a répondu que ce nombre n'était pas encore connu et qu'il n'était pas possible de quantifier le coût de cet exercice pour 2020. Les membres pouvaient compter que l'incidence des départs se ferait sentir en 2021 et 2022.
29. Des membres du Conseil ont formulé des observations concernant la gestion de la performance et ont invité la direction à aider les cadres à s'acquitter de cette tâche, notamment en proposant des formations à cet effet, à mettre en place une approche cohérente à l'échelle de l'organisation, et à prêter une attention particulière à la gestion des performances non satisfaisantes, même si, statistiquement, ces cas étaient rares.
30. En réponse à une question concernant la façon dont le FIDA assurerait une représentation équilibrée des sexes et une répartition géographique équitable, et attirerait de jeunes candidats et candidates dans ce contexte d'évolution de la main-d'œuvre, la direction a confirmé qu'il serait tenu compte de ces facteurs dans la planification stratégique des effectifs par les divisions. Outre qu'il poursuivait le programme d'administrateurs auxiliaires, le Fonds s'emploierait activement à rajeunir son équipe, y compris au niveau des postes de direction des classes D-1 et D-2.
31. Les membres ont accueilli avec intérêt le renforcement des indicateurs clés de performance, qui faciliterait le suivi et l'évaluation des progrès. Les indicateurs actuels avaient forcément été conçus pour évaluer l'établissement de nouveaux instruments. Des membres ont suggéré de revoir les indicateurs clés de performance au fil du temps et de les adapter pour évaluer la mise en œuvre et les produits.
32. Des membres du Conseil d'administration ont reconnu et approuvé la nécessité pour le Fonds d'investir dans ses systèmes informatiques, y compris ceux des bureaux de pays du FIDA.
33. Le Conseil d'administration a également accueilli avec satisfaction le plan d'un modèle décentralisé du FIDA visant à accroître les effectifs dans les bureaux de pays.
34. Faisant part de son appui à cette approche, un membre a dit que le FIDA pourrait tirer des enseignements de l'expérience de banques multilatérales de développement similaires, ajoutant qu'une réussite de l'investissement axé sur les capacités permettrait de déterminer l'intérêt de ce type d'investissements ponctuels.

35. La direction a de nouveau remercié les membres de leur appui dans le cadre de cette consultation. Elle a confirmé que le Conseil d'administration recevrait des informations actualisées sur l'investissement axé sur les capacités et les plans proposés pour 2021 à ses sessions de septembre et de décembre 2020.

**iii) Mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles: Plan d'action pour la période 2020-2021 (EB 2020/129/R.5)**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a examiné le Plan d'action pour la période 2020-2021 adopté par le FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, qui figure dans le document EB 2020/129/R.5, et a pris note des informations actualisées fournies.
- Conformément à la pratique établie, le Plan d'action serait également communiqué au Bureau du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.

36. Dans une déclaration commune, les trois listes ont salué la réactivité dont avait fait preuve le FIDA en actualisant le Plan d'action pour la période 2020-2021 en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et elles ont accueilli avec satisfaction les nouvelles activités qui y sont présentées.

37. Le Conseil a fait part de son appui aux efforts déployés par le FIDA pour améliorer la gestion des risques, à la collaboration du Fonds avec l'ONU et les institutions financières internationales, et à l'adoption d'une démarche axée sur les rescapés et victimes d'actes relevant du harcèlement sexuel ou de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Les membres ont souligné qu'il fallait être attentif à la culture et aux valeurs de l'organisation, et faire en sorte que chacun soit reconnu et respecté et que la direction montre l'exemple dans ce domaine. C'est dans ce contexte que le Conseil a insisté sur l'importance d'initiatives telles que l'initiative "Parlez, signalez, réagissez", qui permettent de veiller à ce que le mécanisme d'intervention du FIDA soit crédible et inspire la confiance.

38. Le Conseil a noté avec satisfaction que 95% du personnel avait achevé la formation obligatoire relative à l'exploitation et aux atteintes sexuelles. La direction a reconnu que la mesure de l'évolution des mentalités était une difficulté à laquelle se heurtaient de nombreuses organisations. Le FIDA suivait l'achèvement des formations pertinentes par les fonctionnaires, le personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, les partenaires et le personnel chargé des projets. Les enquêtes, dont le Sondage mondial du personnel et les enquêtes évaluant la motivation du personnel et la culture sur le lieu de travail, étaient les outils les plus fréquemment utilisés par les organisations pour mesurer l'évolution des mentalités. À l'instar de nombreuses autres organisations, le FIDA s'appuyait également sur les tendances qui se dégagent, par exemple, à partir du nombre de plaintes donnant lieu à une enquête et de sanctions disciplinaires.

39. Le Conseil s'est félicité de la participation du FIDA à l'enquête menée à l'échelle du système des Nations Unies par le Bureau du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, et il a fait valoir que, dans certains bureaux hors siège, il convenait de continuer à sensibiliser davantage le personnel et les partenaires du FIDA à ces problèmes.

40. Le Conseil a accueilli avec satisfaction le fait que le FIDA se soit engagé à signaler rapidement aux États membres toute allégation de faits relevant du harcèlement sexuel ou de l'exploitation et des atteintes sexuelles via la plateforme interactive réservée aux États membres, dans le respect des mesures de protection des données requises, ainsi que la participation du FIDA au système de suivi en ligne des allégations de faits relevant de l'exploitation et des atteintes sexuelles proposé par le Secrétaire général de l'ONU. Des travaux sur la plateforme étaient en cours en vue d'une mise en service complète du nouvel outil de signalement en 2020.
41. Compte tenu du fait que les restrictions liées à la COVID-19 allaient probablement entraîner une augmentation des risques de violences et d'atteintes sexuelles auxquels étaient exposées les femmes et les filles, le Conseil d'administration a prié le FIDA de se pencher sur les questions concernant la désignation et la mise en service de mécanismes de signalement sûrs et confidentiels lors de l'actualisation du Plan d'action. La direction a confirmé qu'elle modifierait le plan pour tenir compte des éléments mis en évidence par le Conseil d'administration. Elle a aussi indiqué que, dans le cadre de sa participation au Groupe chargé du suivi du respect des principes de responsabilité et d'inclusion du Comité permanent interorganisations, elle suivait de près l'élaboration d'une note technique sur la protection contre les actes relevant de l'exploitation et des atteintes sexuelles à l'ère de la COVID-19. Le FIDA collaborait aussi avec les autres organismes des Nations Unies ayant pour mandat de fournir les premiers secours humanitaires, dans le cadre de l'élaboration par l'ONU d'un protocole d'assistance aux victimes d'actes relevant de l'exploitation et des atteintes sexuelles.
42. À la demande du Conseil, la direction a fourni des précisions sur les moyens dont disposait le FIDA en matière d'enquête sur les faits relevant de l'exploitation et des atteintes sexuelles ou du harcèlement sexuel et sur l'incidence de la COVID-19 sur les enquêtes. Elle a confirmé que les enquêteurs avaient bénéficié de formations spécialisées concernant les enquêtes relatives aux faits relevant de l'exploitation et des atteintes sexuelles ou du harcèlement sexuel; par ailleurs, les compétences et pratiques requises avaient été actualisées et adaptées à l'occasion d'intenses réunions d'information tenues avec d'autres institutions financières internationales et les réseaux d'enquêteurs des Nations Unies. En cas de besoin, du personnel supplémentaire et des enquêteurs consultants seraient recrutés. La direction avait préparé un document d'information indiquant comment la stratégie en matière d'enquêtes avait été adaptée à la situation découlant de la pandémie de COVID-19. La priorité était donnée aux investigations centrées sur des faits qui représentaient des risques majeurs pour la réputation et l'intégrité de l'organisation, et les faits relevant de l'exploitation et des atteintes sexuelles ou du harcèlement sexuel entraient dans cette catégorie. Tout en accordant toute l'attention voulue à la sécurité des victimes, la direction entendait aussi, chaque fois que cela serait possible, faire appel à des ressources externes et locales pour pouvoir mener rapidement des enquêtes approfondies.
43. Le Conseil d'administration a remercié le FIDA des informations actualisées qu'il avait régulièrement fournies à chacune de ses sessions et l'a assuré de son soutien sans réserve dans l'action visant à instaurer la culture requise à l'échelle de l'organisation, dans tous les lieux d'affectation et en associant l'ensemble des partenaires, pour veiller à ce que le FIDA continue de renforcer son dispositif de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et d'appliquer une politique de tolérance zéro à cet égard, comme il s'y est engagé.

## Point 7 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles

### a) Cadre des opérations non souveraines du FIDA dans le secteur privé et création d'un Fonds fiduciaire pour le secteur privé (EB 2020/129/R.11)

#### Résultats des délibérations:

Le Conseil d'administration a approuvé:

- le Cadre des opérations non souveraines du FIDA dans le secteur privé;
- l'instrument proposé portant création d'un Fonds fiduciaire pour le secteur privé, destiné à la mise en œuvre de la Stratégie de collaboration avec le secteur privé, afin de permettre la réception, l'administration et l'utilisation de toutes les ressources qui seraient engagées dans le Fonds fiduciaire à compter de la date d'adoption de cet instrument.

44. S'exprimant au nom des pays de la Liste C, l'Angola a exprimé son appui au Cadre et noté avec satisfaction qu'il avait été tenu compte des observations des membres dans le document. La Liste C, rejointe par la suite par les membres des autres listes, a souligné l'importance de la complémentarité entre les projets du secteur privé et le programme de prêts et dons et de l'établissement de synergies entre les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) et le programme de prêts et dons.
45. Des membres du Conseil d'administration ont demandé comment les financements émanant du secteur privé s'inscrivaient dans le cadre de FIDA12. La direction a expliqué que, combinés aux instruments de financement existants émanant d'États souverains, les instruments et projets du secteur privé contribueraient au renforcement de l'impact des activités du Fonds.
46. Des membres des listes ont soulevé les questions du devoir de diligence et de l'atténuation des risques, et en particulier des risques liés à la réputation, à la fraude et à la corruption ainsi que des risques financiers. La direction a confirmé que le FIDA était doté d'un dispositif d'examen rigoureux s'agissant des opérations du secteur public et qu'il adopterait un dispositif similaire dans lequel certains domaines seraient adaptés aux particularités des projets du secteur privé. Des directives détaillées mettraient l'accent sur les risques.
47. Tout en soutenant la création d'un Fonds fiduciaire pour le secteur privé, certains membres ont fait part de leurs préoccupations concernant le fait que la direction prévoyait que le FIDA s'occuperait lui-même de l'administration dudit fonds. La direction a rappelé au Conseil que le FIDA avait une vaste expérience en tant qu'administrateur et dépositaire de fonds fiduciaires. Il avait également acquis une expérience pertinente au cours des 40 années d'activité pendant lesquelles il avait géré plus de 1,8 milliard d'USD de fonds supplémentaires. Les systèmes permettant de créer et de surveiller le fonds en question étaient déjà en place. Les besoins de capacités supplémentaires seraient couverts grâce aux frais de gestion du fonds fiduciaire et aux recettes escomptées.
48. En outre, des fondations privées et des investisseurs pratiquant l'investissement à impact social avaient fait part de leur volonté de contribuer à ce fonds en raison du double rôle du FIDA, qui était à la fois investisseur et gestionnaire, ce qui démontrait bien l'adhésion au projet. Les investisseurs préféraient avoir une structure cloisonnée qui permettait un cloisonnement des ressources, des impacts et des risques.

49. La direction a rassuré le Conseil: elle adopterait une approche progressive et prudente, recruterait du personnel expérimenté supplémentaire en cas de besoin et s'abstiendrait de contribuer à une prolifération de fonds fiduciaires à l'avenir.
50. Enfin, la direction s'est engagée à continuer à accorder la priorité au mandat central du FIDA et aux grands thèmes transversaux dont s'occupait le Fonds, tout en consolidant l'écosystème des institutions financières spécialistes du monde agricole.
51. Répondant à des questions concernant les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) et le règlement des problèmes et des questions touchant les garanties sociales dans le contexte de la participation du secteur privé, la direction a expliqué qu'un groupe d'examen avait été créé et travaillait à l'élaboration de normes, de notes d'orientation et de directives de mise en œuvre dans le cadre de l'actualisation des PESEC. Elle prévoyait de consulter les membres et de présenter un dossier d'information au Conseil d'administration en décembre 2020.

**c) Propositions de projet/programme et don soumises à l'attention du Conseil d'administration**

**iii) Projet d'investissement: Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (EB 2020/129/R.20)**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé l'investissement par le FIDA d'environ 8,4 millions d'EUR en actions de classe C (échelle mondiale) du Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole, en séance à huis clos.
- La teneur des débats est récapitulée dans un procès-verbal distinct auquel n'ont accès que les membres et membres suppléants du Conseil d'administration.

**iv) Contribution du FIDA au Sommet sur les systèmes alimentaires (EB 2020/129/R.40)**

**Résultats des délibérations:**

Le Conseil d'administration a approuvé la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

"DÉCIDE: que, dans le but de contribuer à la réussite du Sommet sur les systèmes alimentaires 2021, le Fonds accorde au Programme alimentaire mondial, qui sera l'administrateur dudit Sommet, un don d'un montant d'un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent rapport."

52. Les membres du Conseil sont convenus que le Sommet était devenu encore plus important pour ce qui était de garantir la sécurité et l'approvisionnement alimentaires, en particulier au vu de l'évolution de la crise provoquée par la COVID-19.
53. Ils ont souligné qu'il importait que le processus préparatoire soit inclusif et transparent, et ont prié instamment le FIDA, le PAM et la FAO de collaborer étroitement, conformément à leurs mandats respectifs.
54. Les membres ont insisté sur la nécessité de tenir compte et de tirer parti d'autres processus en cours, comme le Sommet de la nutrition pour la croissance, la 15<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

55. Dans une déclaration commune, les membres de la Liste A ont demandé qu'un document présentant la structure du processus préparatoire et d'autres questions pertinentes soit mis à disposition dès que possible par la Vice-Secrétaire générale de l'ONU et l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, dans un souci de parfaite transparence. Les membres de la Liste A ont également demandé l'élaboration d'une feuille de route présentant les échéances pertinentes pour mettre le Sommet en rapport avec les diverses manifestations internationales prévues afin de créer une dynamique et de s'inscrire dans un discours commun. Ils ont demandé des éclaircissements quant au rôle que devaient jouer les États membres et quant à la coordination entre les secrétariats à Nairobi, à Rome et à New York. Certains membres ont souligné que le Secrétariat à Rome devrait jouer un rôle central, car Rome était considérée comme le siège des institutions spécialisées des Nations Unies chargées de la lutte contre la faim et la malnutrition.
56. Les membres du Conseil ont dit attendre avec intérêt de recevoir des informations actualisées sur la contribution du FIDA au Sommet et sur les modalités d'organisation et le contenu de celui-ci. Un membre a également souligné qu'il importait que l'Envoyée spéciale fasse régulièrement le point de la situation, et a proposé que soit établi un mécanisme de communication officiel à cette fin.
57. La direction a informé le Conseil d'administration que le Secrétariat travaillait toujours à la définition du mécanisme de financement du Sommet, et que le don proposé représentait la totalité de la contribution financière que proposait le FIDA pour fournir un appui urgent qui devait permettre au secrétariat du Sommet de commencer ses activités. Cette contribution financerait également les coûts afférents au recrutement de deux membres du personnel en poste à New York et à Nairobi.
58. Répondant à des questions sur la composition du Groupe consultatif, du Groupe scientifique et du Groupe de champions, et sur le rôle des États membres dans le processus, la direction a expliqué que les décisions en la matière seraient prises par la Vice-Secrétaire générale de l'ONU.

## **Point 8 de l'ordre du jour – Questions financières**

### **d) Rapport sur l'adéquation des fonds propres (EB 2020/129/R.24)**

#### **Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a examiné le Rapport sur l'adéquation des fonds propres, tel qu'il figure dans le document EB 2020/129/R.24.

59. Le président du Comité d'audit a récapitulé devant le Conseil d'administration les délibérations du Comité sur ce point, et a indiqué que le Comité avait également tenu compte des résultats de l'évaluation indépendante de la Politique d'adéquation des fonds propres menée par le cabinet de consultants Alvarez & Marsal, ainsi que de l'examen effectué par Marsh Risk Consulting, à la demande du Comité.
60. En réponse à une question sur la nécessité d'améliorer les outils de modélisation nécessaires pour appuyer la planification des fonds propres du FIDA, la direction a informé le Conseil d'administration que le Fonds avait fait appel aux services d'un cabinet externe aux fins de l'élaboration d'un modèle de projections financières plus détaillé. Ce modèle modernisé permettrait d'établir des projections fondées sur les caractéristiques de chacun des emprunteurs. Cette version affinée serait a priori disponible dans les prochains mois.
61. Des membres ont sollicité les vues de la direction concernant les risques non essentiels dans le contexte de la pandémie de COVID-19. La direction a expliqué que son objectif était de réduire autant que possible l'exposition à ces risques et que, par conséquent, on ne s'attendait à aucun impact significatif. La direction a

également expliqué que le portefeuille de placements du Fonds avait été récemment réorganisé dans le sens d'une répartition des actifs plus prudente. Ainsi, les risques non essentiels liés à la consommation des fonds propres demeureront bien en deçà du seuil de 10% fixé dans la Politique d'adéquation des fonds propres concernant ce type de risque, à titre de mesure d'atténuation.

62. La direction a toutefois tenu à préciser que la COVID-19 aurait une incidence sur les risques principaux, en particulier le risque de crédit, et a fait savoir qu'elle travaillait sur les scénarios de crise correspondants pour tenir compte de l'impact potentiel dans les ratios relatifs aux fonds propres. Cet impact serait comparable au scénario de crise concernant le risque de crédit présenté dans le rapport, à savoir environ 4,5% supplémentaires de consommation des fonds propres.
63. Un membre a demandé que l'on augmente la fréquence des évaluations des fonds propres et que celles-ci, qui étaient semestrielles, deviennent trimestrielles. La direction a expliqué que les évaluations étaient liées à la fréquence des états financiers et qu'une telle modification nécessiterait des investissements importants sous forme de charge de travail et de ressources supplémentaires ainsi que d'une mise à niveau des systèmes. La direction s'est dite confiante quant au fait que les évaluations semestrielles suffisaient pour le moment étant donné que la planification des fonds propres se faisait au moyen de projections à moyen et long terme.
64. Un membre a demandé à la direction de décrire le scénario dans lequel le FIDA accorderait des dons à tous les pays surendettés ou présentant un risque élevé de surendettement. La direction a expliqué que, bien que le FIDA dispose de fonds propres suffisants, ce scénario n'était pas envisageable étant donné que le Fonds ne disposait pas des liquidités nécessaires. Compte tenu de la taille de l'organisation, ce volume de transformation de la dette en don ne serait pas soutenable et exposerait le Fonds à des risques opérationnels inacceptables.
65. Des membres ont posé des questions concernant les capacités du personnel et les ressources informatiques nécessaires au titre de l'investissement axé sur les capacités. La direction a expliqué que la question des capacités du personnel avait été largement réglée moyennant le recrutement de personnel qualifié provenant d'autres banques multilatérales de développement. S'agissant des aspects technologiques, la direction a confirmé qu'un travail de développement était nécessaire et que le financement au titre du plan d'investissement axé sur les capacités servirait à mettre les systèmes à niveau et à les améliorer.

**e) Informations orales actualisées sur la procédure de notation de crédit [séance à huis clos]**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a pris note des informations orales actualisées sur la procédure de notation de crédit en séance à huis clos. D'autres informations actualisées seront régulièrement fournies au Conseil selon que de besoin.
- La teneur des débats est récapitulée dans un procès-verbal distinct auquel n'ont accès que les membres et membres suppléants du Conseil d'administration.

**g) Affectation de ressources du programme ordinaire de dons à la Stratégie de collaboration avec le secteur privé et autres nouvelles initiatives (EB 2020/129/R.26)**

**Résultats des délibérations:**

Le Conseil d'administration a approuvé qu'une somme d'un maximum de 25 millions d'USD provenant du programme ordinaire de dons soit réservée pour appuyer les activités de riposte à la COVID-19, relatives notamment:

- a) aux projets non souverains dans le secteur privé visant à préserver les revenus et les emplois des petits producteurs ruraux et à atténuer les effets de la crise actuelle sur ces derniers;
- b) aux projets destinés à renforcer la résilience des zones rurales face aux chocs climatiques, financiers et autres.

Tous les projets du secteur privé visés à l'alinéa a) ci-dessus et financés sur ce montant, ainsi affectés, seraient soumis au Conseil d'administration pour approbation conformément au Cadre relatif au secteur privé, et les projets visés à l'alinéa b) ci-dessus suivraient les procédures existantes du FIDA. Afin d'accélérer l'approbation, le vote par correspondance pourrait être utilisé comme une modalité d'approbation par le Conseil, au lieu des procédures de défaut d'opposition et de discussion en session.

66. Compte tenu de la nécessité de renforcer la résilience et de répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises, spécialement en pleine crise de la COVID-19, la proposition a été largement soutenue. Toutefois, des questions ont été posées concernant le moment où cette proposition était formulée, le montant concerné, la façon dont cette proposition s'intégrait aux discussions relatives à FIDA12, et l'utilisation des contributions de base servant à la reconstitution des ressources aux fins du financement d'activités du secteur privé. Les membres ont rappelé avec force que ce devait être là une mesure ponctuelle prise à titre exceptionnel, qui ne devait pas créer de précédent pour toute utilisation future de ressources aux fins des dons qui s'avéraient déjà limitées, en se référant également à la décision prise d'utiliser des ressources provenant du programme ordinaire de dons pour permettre le démarrage du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres. En rapport avec ce point, il a également été demandé que le programme ordinaire de dons et la nouvelle politique qui entrerait prochainement en vigueur soient examinés lors des sessions de la Consultation sur FIDA12, afin que l'utilisation et les aspects financiers de l'instrument ordinaire de dons fassent l'objet d'un débat de plus grande envergure.
67. Répondant aux préoccupations des membres, la direction a expliqué qu'elle comptait utiliser ces ressources pour financer des projets pilotes non souverains relevant du secteur privé qui visaient à préserver les emplois des petits producteurs ruraux et à atténuer les effets négatifs de la crise actuelle sur ces derniers. Cela permettrait au FIDA d'acquérir de l'expérience et faciliterait ses activités de collecte de fonds au bénéfice de projets de ce type. Les fonds serviraient également à financer des projets visant à renforcer la résilience des populations rurales à des chocs de diverses natures, qu'ils soient climatiques, financiers ou autres. La direction a confirmé le caractère ponctuel de cette demande et assuré que cette mesure ne créerait pas de précédent s'agissant de l'utilisation des ressources destinées aux dons.

## Point 11 de l'ordre du jour – Questions diverses

### d) Informations orales actualisées concernant la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

#### Résultats des délibérations:

Le Conseil d'administration a pris note des informations actualisées sur la Consultation sur FIDA12 et donné des indications concernant les prochaines étapes, s'agissant en particulier de la tenue de la deuxième session, qui se déroulerait en deux parties, les 16 et 17 juin, puis les 22 et 23 juillet.

68. Le Conseil d'administration a accueilli avec intérêt la description détaillée des faits nouveaux sur la Consultation sur FIDA12, faite par la direction.
69. Dans une déclaration commune, les pays de la Liste C ont souligné l'importance des mesures prises par le FIDA pour faire face à la pandémie de COVID-19 et la place centrale que ces mesures occuperaient dans la discussion sur FIDA12. De nombreux pays donateurs se concentrant sur les mesures immédiates à prendre pour faire face à la pandémie et allouant d'importantes ressources financières à la prise en compte de ses conséquences économiques et sanitaires, le FIDA devrait adapter son projet à ces circonstances mouvantes pour continuer à jouer un rôle clé pour ce qui était de venir en aide aux plus démunis vivant dans les zones rurales.
70. Les pays de la Liste C ont en outre professé leur confiance dans le multilatéralisme et leur attachement au fait que tous les pays en développement pouvaient solliciter des fonds auprès du FIDA, et ils ont noté que l'allocation des ressources selon la répartition 90/10 avait fait ses preuves. Dans ce contexte, les pays de la Liste C ont dit préférer éviter des discussions sur des questions polémiques, comme celle du reclassement, particulièrement dans le contexte actuel, où il existait un risque accru de voir des pays reculer dans les classifications établies en fonction du niveau de revenu du pays. Les pays de la Liste C ont appelé de leurs vœux l'élaboration d'un plaidoyer commun pour FIDA12 dans lequel on s'attacherait à bien mettre en évidence, à l'intention des décideurs, dans les capitales, les avantages qu'il y avait à investir dans l'action du FIDA.
71. S'agissant des dates de la deuxième session de la Consultation sur FIDA12, les membres sont convenus qu'un report à une date légèrement ultérieure serait acceptable si cela pouvait permettre à la direction de clarifier ou au moins d'avoir un tableau plus clair de l'impact de la COVID-19 sur le programme de prêts et dons. Des membres ont mis en garde contre un report à une date trop lointaine, sachant que nombre de pays donateurs mettraient la dernière main à leurs budgets pour 2021 pendant l'été. Dans ces conditions, la solution à privilégier semblait être de se réunir en juin puis de nouveau en juillet. La direction a souscrit à la position du Conseil et s'est engagée à prendre des mesures en conséquence.
72. Plusieurs membres ont demandé que les documents qu'il était prévu de présenter à la deuxième session donnent une vision d'ensemble de la situation financière du FIDA et des questions connexes, en mettant en évidence les liens entre les initiatives de façon transparente. Certains membres ont indiqué qu'ils préféreraient ne pas aborder des questions polémiques ou sensibles pendant la Consultation, mais un membre a dit espérer qu'un attachement fondamental commun au mandat du FIDA et à sa capacité d'obtenir des résultats l'emporterait et permettrait de parvenir à un consensus.
73. Concernant le guichet envisagé au titre du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+), un membre a appelé à faire preuve de prudence s'agissant de l'opportunité du lancement de cet instrument: celui-ci était étroitement lié à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties sur les

changements climatiques; or celle-ci avait été reportée. Il a invité la direction à envisager des moyens soit de dissocier les deux, soit de reporter le lancement du guichet.

74. Les membres sont convenus que les scénarios financiers devaient s'appuyer sur des éléments rationnels et tenir compte de l'évolution des circonstances économiques et de l'objectif consistant à permettre au FIDA de croître et d'obtenir des résultats toujours meilleurs, sans perdre de vue les difficultés auxquelles font face l'organisation et ses États membres.
75. L'importance stratégique de la communication a été soulignée. Les échanges en cours avec l'organisation Global Citizen pourraient aider le FIDA à prendre contact avec d'autres partenaires, ce qui donnerait plus de visibilité au FIDA et permettrait de sensibiliser davantage à ses activités, aux résultats qu'il obtenait et à la nécessité d'accroître les investissements par l'intermédiaire du Fonds.

## **Clôture de la session**

76. Le président du Conseil a remercié les membres pour cette mémorable toute première session virtuelle, en déplorant néanmoins l'impossibilité d'avoir les échanges spontanés qu'il affectionnait tant. Il les a également remerciés d'avoir su réagir rapidement et résolument en prenant une décision qui ferait date, à savoir l'adoption de mesures permettant de faire face à une pandémie menaçant de provoquer une crise alimentaire mondiale.
77. Avant de prononcer son discours de clôture, le Président a souhaité bonne route au Vice-Président adjoint responsable du Département de la stratégie et des savoirs, Paul Winters, qui quittait le FIDA pour prendre un poste universitaire à l'étranger, et à Mme Khalida Bouzar, Directrice de la Division Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale, qui prenait sa retraite, et les a remerciés de leur engagement au service du mandat du FIDA.
78. Le président a également souhaité bonne route au représentant de l'Italie et président du Comité d'audit, Alessandro Cascino, en le remerciant de ses précieuses contributions dans le cadre des nombreuses initiatives de transformation en cours au FIDA.
79. Les membres du Conseil d'administration se sont joints à ces mots d'hommage du Président. Les membres du Comité d'audit, qui ont grandement bénéficié des éclairages de M. Cascino au moment critique où le Fonds avait entrepris de diversifier son architecture financière, ont eux aussi fait part de leur gratitude à son égard.
80. Le Président a remercié les collègues du FIDA qui avaient permis le bon déroulement de la session du Conseil d'administration en plein confinement. Il a adressé des vœux chaleureux à tous ceux qui célébraient le mois saint du ramadan.
81. Le discours de clôture du Président a été mis en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres sous la cote EB 2020/129/INF.10.

## Résultats du vote par correspondance concernant les points figurant à l'ordre du jour qu'il était initialement prévu d'examiner à la cent vingt-neuvième session du Conseil d'administration

### Questions opérationnelles

Propositions de projet/programme et de don soumises à l'attention du Conseil d'administration

#### a) **Chine: Projet de démonstration de revitalisation rurale dans la province du Yunnan (EB 2020/129/R.16/Rev.1)**

Les réponses — soit 5 046,216 voix (environ 91,2% du nombre total de voix dont dispose le Conseil d'administration, soit 5 546,927 voix) — ont été reçues des membres du Conseil d'administration ou de leurs suppléants dans les délais impartis. La condition prévue à l'article 23 a donc été remplie.

438,815 voix ont été exprimées contre la proposition, comportant l'explication suivante: "Les États-Unis, à la lumière de leurs politiques concernant certains projets de développement menés dans des pays dont le gouvernement ne lutte pas contre la traite des êtres humains et ne respecte pas d'autres conditions, s'opposent au projet ci-après nommé et se désolidarisent de toute décision du Conseil d'administration qui appuierait le Projet de démonstration de revitalisation rurale dans la province du Yunnan."

4 609,400 voix ont été exprimées en faveur de la proposition, soit la majorité exigée par l'article 19.

Le Conseil d'administration a, par conséquent, approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de soixante-quatorze millions huit cent mille dollars des États-Unis (74 800 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

#### c) **Pakistan: Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela II (EB 2020/129/R.18)**

Les réponses — soit 5 046,216 voix (environ 91,2% du nombre total de voix dont dispose le Conseil d'administration, soit 5 546,927 voix) — ont été reçues des membres du Conseil d'administration ou de leurs suppléants dans les délais impartis. La condition prévue à l'article 23 a donc été remplie.

Tous les suffrages exprimés étaient en faveur de la proposition, soit la majorité exigée à l'article 19.

Le Conseil d'administration a, par conséquent, approuvé le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à soixante millions cent cinquante-cinq mille dollars des États-Unis (60 155 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un don d'un montant équivalant à trois millions de dollars des États-Unis

(3 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

## Questions financières

### **b) États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2019 (EB 2020/129/R.22 + Add.1 + Add.2)**

Les réponses — soit 5 046,216 voix (environ 91,2% du nombre total de voix dont dispose le Conseil d'administration, soit 5 546,927 voix) — ont été reçues des membres du Conseil d'administration ou de leurs suppléants dans les délais impartis. La condition prévue à l'article 23 a donc été remplie.

Un membre, représentant 291,494 voix, s'est abstenu. Tous les autres suffrages exprimés (4 754,721) étaient en faveur de la proposition, soit la majorité exigée par l'article 19.

Le Conseil d'administration a, par conséquent, approuvé la décision ci-après:

"En application de l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA, le Conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2019 ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes y relatif, assortis de l'attestation externe indépendante sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière, et est convenu de les soumettre au Conseil des gouverneurs pour approbation à sa quarante-quatrième session, en février 2021.

En application de l'article XIII du Règlement financier et compte tenu de la situation financière et des résultats au 31 décembre 2019, il n'est pas recommandé d'effectuer un transfert à la Réserve générale."

### **f) Besoins de financement au titre du quarante et unième tirage sur les contributions des États membres en 2020 (EB 2020/129/R.25)**

Les réponses — soit 5 046,216 voix (environ 91,2% du nombre total de voix dont dispose le Conseil d'administration, soit 5 546,927 voix) — ont été reçues des membres du Conseil d'administration ou de leurs suppléants dans les délais impartis. La condition prévue à l'article 23 a donc été remplie.

Tous les suffrages exprimés étaient en faveur de la proposition, soit la majorité exigée à l'article 19.

Le Conseil d'administration a, par conséquent, adopté la décision ci-après:

"Le Conseil d'administration, conformément à la section 5 c) de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA et à l'article V du Règlement financier du FIDA, approuve le deuxième tirage sur les contributions à la Onzième reconstitution des ressources en avril 2020 ou comme stipulé dans les instruments de contribution avec les États membres, afin de couvrir les décaissements au titre des prêts et des dons de l'année 2020. Au cas où les besoins de décaissement de 2020 excéderaient le montant de ce tirage, l'écart sera couvert par le recours aux avoirs liquides du Fonds. Le Conseil d'administration autorise le Président à agir en conséquence."

## Questions relatives à la gouvernance

### **a) Participation d'observateurs aux sessions du Conseil d'administration lors de l'examen des propositions de projet, de programme ou de don (EB 2020/129/R.27)**

Les réponses — soit 5 046,216 voix (environ 91,2% du nombre total de voix dont dispose le Conseil d'administration, soit 5 546,927 voix) — ont été reçues des membres du Conseil d'administration ou de leurs suppléants dans les délais impartis. La condition prévue à l'article 23 a donc été remplie.

Tous les suffrages exprimés étaient en faveur de la proposition, soit la majorité exigée à l'article 19.

Le Conseil d'administration a donc décidé que, lorsqu'une proposition de projet, programme ou don à un État membre non représenté au Conseil d'administration est en cours d'examen, un seul représentant dudit État membre est invité à suivre les délibérations de ce point de l'ordre du jour en tant qu'observateur sans droit de parole dans la salle du Conseil, conformément à la recommandation figurant aux paragraphes 9 à 11 du document EB 2020/129/ AC 2020/129/ R.27.

**b) Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2021-2023 (EB 2020/129/R.28)**

Les réponses — soit 5 046,216 voix (environ 91,2% du nombre total de voix dont dispose le Conseil d'administration, soit 5 546,927 voix) — ont été reçues des membres du Conseil d'administration ou de leurs suppléants dans les délais impartis. La condition prévue à l'article 23 a donc été remplie.

Tous les suffrages exprimés étaient en faveur de la proposition, soit la majorité exigée à l'article 19.

Le Conseil d'administration a donc approuvé le projet de plan à horizon mobile pour les visites de pays qu'il effectuera au cours des trois prochaines années.

L'une des dates proposées pour la visite de pays prévue pour le Conseil d'administration du FIDA en 2021 n'a pas reçu suffisamment de voix. À cet égard, la direction soumettra une proposition au Conseil d'administration en temps utile.

## **Questions diverses**

**c) Mémoire d'accord entre le World Food Law Institute et le FIDA (EB 2020/129/R.33)**

Les réponses — soit 5 046,216 voix (environ 91,2% du nombre total de voix dont dispose le Conseil d'administration, soit 5 546,927 voix) — ont été reçues des membres du Conseil d'administration ou de leurs suppléants dans les délais impartis. La condition prévue à l'article 23 a donc été remplie.

Tous les suffrages exprimés étaient en faveur de la proposition, soit la majorité exigée à l'article 19.

Le Conseil d'administration, conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, autorise le Président à négocier et conclure un mémorandum d'accord entre le World Food Law Institute et le FIDA pour créer un cadre de coopération conforme, en substance, aux dispositions figurant en annexe du document EB 2020/129/R.33. L'accord signé sera présenté au Conseil d'administration pour information lors d'une session ultérieure.

## Liste des documents soumis au Conseil d'administration à la cent vingt-neuvième session

<i>Numéro de document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre</i>
EB 2020/129/R.1/Rev.1 + Add.1/Rev.3	2	Ordre du jour provisoire
EB 2020/129/C.R.P.1/Rev.1	3	Pour que la crise provoquée par la COVID-19 ne se double pas d'une crise alimentaire – Le Mécanisme de relance du FIDA en faveur des populations rurales pauvres
EB 2020/129/R.3/Rev.1	4 i)	Plan de gestion des personnes, des processus et des technologies: mise en œuvre d'un investissement axé sur les capacités du FIDA
EB 2020/129/R.5	4 iii)	Mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles
EB 2020/129/R.11	7 a)	Cadre des opérations non souveraines du FIDA dans le secteur privé et création d'un Fonds fiduciaire pour le secteur privé
EB 2020/129/R.11/Add.1	7 a)	Cadre des opérations non souveraines du FIDA dans le secteur privé et création d'un Fonds fiduciaire pour le secteur privé - Commentaires reçus et réponses de la direction - Additif
EB 2020/129/R.19 + Corr.1 <sup>1</sup>	7 c) iii) a)	<b>République arabe syrienne:</b> Programme de relance des moyens d'existence dans l'agriculture
EB 2020/129/R.20 + Add.1	7 c) iii)	Projet d'investissement: Le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole
EB 2020/129/R.20/Add.2	7 c) iii)	Projet d'investissement: Le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole - Additif
EB 2020/129/R.21	8 a)	Rapport du président du Comité d'audit sur la cent cinquante-sixième réunion du Comité
EB 2020/129/R.24	8 d)	Rapport sur l'adéquation des fonds propres

<sup>1</sup> Retiré de l'ordre du jour.

EB 2020/129/R.26	8 g)	Affectation de ressources du programme ordinaire de dons du FIDA à la Stratégie de collaboration avec le secteur privé et autres nouvelles initiatives
EB 2020/129/R.26/Add.1	8 g)	La direction prend note des observations formulées par les États membres au sujet du document intitulé "Affectation de ressources du programme ordinaire de dons à la Stratégie de collaboration avec le secteur privé et autres nouvelles initiatives"
EB 2020/129/C.R.P.2/Rev.1	8 g)	Affectation de ressources du programme ordinaire de dons du FIDA à la Stratégie de collaboration avec le secteur privé et autres nouvelles initiatives

## Liste des documents mis en ligne pour examen et/ou commentaires en parallèle à la cent vingt-neuvième session du Conseil d'administration

<i>Numéro de document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre</i>
EB 2020/129/R.4		Programme d'initiatives catalytiques Politique ordinaire du FIDA en matière de dons
EB 2020/129/R.6		Informations actualisées sur la gestion des risques au FIDA
EB 2020/129/R.6/Add.1		Informations actualisées sur la gestion des risques au FIDA- Additif - Commentaires et réponses
EB 2020/129/R.7		Tableau de bord des risques institutionnels du FIDA
EB 2020/129/R.7/Add.1		Tableau de bord des risques institutionnels du FIDA - Additif - Commentaires et réponses
EB 2020/129/R.8		Procès-verbal de la cent huitième session du Comité de l'évaluation
EB 2020/129/R.9		<b>États-Unis du Mexique:</b> Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2020/129/R.10		<b>République de Sierra Leone:</b> Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2020/129/R.12		<b>État d'Érythrée:</b> Programme d'options stratégiques pour le pays – 2020-2025
EB 2020/129/R.13 + Add.1		Observations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA sur le Programme d'options stratégiques pour le pays relatif aux États-Unis du Mexique
EB 2020/129/R.14 + Add.1		Observations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA sur le Programme d'options stratégiques pour le pays relatif à la République de Sierra Leone
EB 2020/129/R.41		Programmes d'options stratégiques pour le pays - Réponses de la direction aux observations formulées par les États membres
EB 2020/129/R.16		<b>République populaire de Chine:</b> Projet de démonstration de revitalisation rurale dans la province du Yunnan
EB 2020/129/R.16/Add.1		<b>République populaire de Chine:</b> Projet de démonstration de revitalisation rurale dans la province du Yunnan - Additif - Commentaires et réponses

EB 2019/129/R.17 <sup>2</sup>	<b>République de l'Inde:</b> Projet d'amélioration de l'aquaculture et de l'élevage dans l'État du Bihar
EB 2020/129/R.18	<b>République islamique du Pakistan:</b> Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela II
EB 2020/129/R.18/Add.1	<b>République islamique du Pakistan:</b> Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela II - Additif - Commentaires et réponses
EB 2020/129/R.23	Document d'orientation: Octroyer des prêts à des entités infranationales dans le contexte du nouveau modèle opérationnel du FIDA
EB 2020/129/R.23/Add.1	Document d'orientation: Octroyer des prêts à des entités infranationales dans le contexte du nouveau modèle opérationnel du FIDA - Additif - Commentaires et réponses
EB 2020/129/R.23/Add.2	Document d'orientation: Octroyer des prêts à des entités infranationales dans le contexte du nouveau modèle opérationnel du FIDA - Additif - Commentaires et réponses
EB 2020/129/R.30	Plus de transparence pour un meilleur respect du principe de responsabilité – Plan d'action: rapport annuel de situation – 2019
EB 2020/129/R.30/Add.1	Plus de transparence pour un meilleur respect du principe de responsabilité – Plan d'action: rapport annuel de situation – 2019 - Additif - Commentaires et réponses

---

<sup>2</sup> Retiré de l'ordre du jour.

## Liste des documents mis en ligne pour approbation par voie de vote par correspondance

### Cent vingt-neuvième session du Conseil d'administration

<i>Numéro de document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre</i>
EB 2020/129/R.16/Rev.1 + Add.1		<b>République populaire de Chine:</b> Projet de démonstration de revitalisation rurale dans la province du Yunnan - Additif - Commentaires
EB 2020/129/R.18 + Add.1		<b>République islamique du Pakistan:</b> Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela II - Additif
EB 2020/129/R.22 + Add.1 + Add.2		États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2019
EB 2020/129/R.25		Besoins de financement au titre du quarante et unième tirage sur les contributions des États membres en 2020
EB 2020/129/R.25/Add.1		Besoins de financement au titre du quarante et unième tirage sur les contributions des États membres en 2020 - Additif - Commentaires et réponses
EB 2020/129/R.27		Participation d'observateurs aux sessions du Conseil d'administration lors de l'examen des propositions de projet, de programme ou de don
EB 2020/129/R.28		Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2021-2023

#### **Documents soumis pour information/sur la base du principe d'adaptation à l'objectif visé (*Fit-For-Purpose*)**

Ces documents sont disponibles sur la plateforme interactive réservée aux États membres, en cliquant sur le [lien](#) suivant.



Investing in rural people  
Investir dans les populations rurales  
Invertir en la población rural  
الاستثمار في السكان الريفيين

**قائمة المندوبين في الدورة التاسعة والعشرين بعد  
المائة للمجلس التنفيذي – اجتماع افتراضي**

**Delegations at the 129th session  
of the Executive Board - VIRTUAL  
MEETING**

**Délégations à la  
cent vingt-neuvième session du  
Conseil d'administration -  
SESSION VIRTUELLE**

**Delegaciones en el 129.º período  
de sesiones de la Junta Ejecutiva-  
PERÍODO DE SESIONES VIRTUAL**

Conseil d'administration — Cent vingt-neuvième session  
Rome, 20-23 avril 2020

**ALGERIA**

Ahmed BOUTACHE  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la République algérienne démocratique  
et populaire auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies à Rome  
Rome

Lamia BEN REDOUANE  
Secrétaire  
Représentant permanent suppléant  
de la République algérienne  
démocratique et populaire auprès  
des organisations spécialisées  
des Nations Unies  
Rome

**ANGOLA**

Maria de Fátima MONTEIRO JARDIM  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

Carlos Alberto AMARAL  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

Ângelo DO ROSÁRIO RAFAEL  
Conseiller  
Représentant permanent suppléant  
de la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

Maria Esperança PIRES DOS SANTOS  
Conseillère  
Représentante permanente suppléante  
de la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

**ARGENTINA**

Carlos Bernardo CHERNIAK  
Embajador  
Representante Permanente  
de la República Argentina ante  
la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

**ARGENTINA (cont'd)**

Nazareno Cruz MONTANI CAZABAT  
Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de la República Argentina ante  
la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

**BANGLADESH**

Manash MITRA  
Economic Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of  
Bangladesh to IFAD  
Rome

**BELGIUM**

Nathalie CASSIERS  
Ministre plénipotentiaire  
Représentant permanent adjointe de  
la Belgique auprès des organisations  
specialisées des Nations Unies à Rome  
Rome

Virginie KNECHT  
Attachée  
Représentation permanente de  
la Belgique auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies à Rome  
Rome

Geert DE PROOST  
Représentant permanent suppléant de  
la Belgique auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies à Rome  
Rome

**BRAZIL**

Eduardo ROLIM  
General Coordinator of Relations  
with International Organizations  
Secretariat of International Affairs  
Ministry of Economy  
of the Federative Republic of Brazil  
Brasilia

Rodrigo ESTRELA DE CARVALHO  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Federative Republic of Brazil  
to IFAD  
Rome

**CAMEROON**

Médi MOUNGUI  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République du Cameroun auprès  
du FIDA  
Rome

**CANADA**

Alexandra BUGAILISKIS  
Ambassador  
Permanent Representative of Canada  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Gloria WISEMAN  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Canada to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
in Rome  
Rome

Nicolas RENART  
Deputy Director  
Global Programs and Initiatives, Food  
Security Division  
Global Issues and Development Branch  
Ottawa

Anatoliy SHATKOVSKYY  
Senior Analyst  
Agriculture and Food Systems Division  
Global Issues and Development Branch  
Ottawa

**CHINA**

LIU Weihua  
Deputy Director-General  
Department of International Economic  
and Financial Cooperation  
Beijing

HAN Dongmei  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Agencies  
for Food and Agriculture in Rome  
Rome

**CHINA (cont'd)**

LYU Yi  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Agencies  
for Food and Agriculture in Rome  
Rome

**DENMARK**

Jette MICHELSEN  
Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Kingdom of Denmark to IFAD  
Rome

Charlotte Raae TEODONIO  
Attaché  
The Royal Danish Embassy  
Rome

Markus REFSGAARD NIELSEN  
Intern  
The Royal Danish  
Embassy  
Rome

**DOMINICAN REPUBLIC**

Mario ARVELO CAAMAÑO  
Embajador  
Representante Permanente de la  
República Dominicana ante  
el FIDA  
Roma

Julia VICIOSO VARELAS  
Ministra Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Diana INFANTE QUIÑONES  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Liudmila KUZMICHEVA  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

**DOMINICAN REPUBLIC (cont'd)**

Patricia RODRÍGUEZ  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

María Cristina LAUREANO PEÑA  
Primera Secretaria  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

**EGYPT**

Ramzy George Ramzy STENO  
Agricultural Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Arab Republic of Egypt to  
IFAD  
Rome

**FINLAND**

Max VON BONSDORFF  
Director  
Unit for Development Financing Institutions  
Department for Development Policy  
Ministry of Foreign Affairs  
of the Republic of Finland  
Helsinki

Satu LASSILA  
Minister Counsellor  
Permanent Representative  
of the Republic of Finland to the  
United Nations Food and Agriculture  
Agencies in Rome  
Rome

Marko BERGLUND  
Deputy Director  
Unit for Development Finance  
and Private Sector Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs  
of the Republic of Finland  
Helsinki

Sanna LUOMANPERÄ  
Adviser  
Embassy of the  
Republic of Finland  
Rome

**FRANCE**

Leonardo PUPPETTO  
Chef du Bureau  
du Financement multilatéral du  
développement et du climat  
Direction générale du Trésor  
Ministère de l'économie et des finances  
de la République française  
Paris

Jérôme AUDIN  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République française auprès  
de l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

Arjoun RAJ  
Adjoint au chef de bureau  
Financement multilatéral du  
développement et du climat  
Direction générale du Trésor  
Ministère de l'économie et des finances  
de la République française  
Paris

Andrea LOTH  
Conseillère  
Représentation permanente de la  
République française auprès de  
l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

**GERMANY**

Annette SEIDEL  
Minister  
Alternate Permanent Representative of  
the Federal Republic of Germany to the  
International Organizations in Rome  
Rome

**GREECE**

Christina ARGIROPOULOU  
First Secretary  
Economic and Commercial Affairs  
Deputy Permanent Representative  
of the Hellenic Republic to IFAD  
Rome

**INDIA**

Baldeo PURUSHARTHA  
Joint Secretary (oMI)  
Department of Economic Affairs  
Ministry of Finance of  
the Republic of India  
New Delhi

Bommakanti RAJENDER  
Minister (Agriculture)  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of India to IFAD  
Rome

**INDONESIA**

Momon RUSMONO  
Secretary-General  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Ade CANDRADIJAYA  
Head  
Foreign Affairs Bureau  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Adi BUDIARSO  
Director  
Center for Climate Finance and  
Multilateral Policy  
Ministry of Finance  
Jakarta

Agustaviano SOFJAN  
Director  
Ministry of Foreign Affairs  
of the Republic of Indonesia  
Jakarta

Eko Nur PRIHANDOKO  
Policy Analyst  
Centre for Climate Finance and  
Multilateral Policy  
Ministry of Finance  
Jakarta

Agnes Rosari DEWI  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia  
to IFAD  
Rome

**INDONESIA (cont'd)**

Ida Ayu RATIH  
Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia  
to IFAD  
Rome

Justicia Meidiwaty DEWI  
Deputy Director  
Directorate of Economic Development and  
Environmental Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
of the Republic of Indonesia  
Jakarta

- HENDY  
Ministry of Agriculture of  
the Republic of Indonesia  
Jakarta

**ITALY**

Alessandro CASCINO  
Director  
International Financial Relations  
Treasury Department  
Ministry of Economy and Finance  
of the Italian Republic  
Rome

Adriana APOLLONIO  
First Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Italian Republic to IFAD  
Rome

Gian Paolo RUGGIERO  
Director  
International Financial Relations  
Ministry of Economy and Finance  
Rome

Maria PENTIMALLI  
Officer  
Office of Multilateral  
Development Cooperation  
Directorate General for  
Development Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs and  
International Cooperation  
of the Italian Republic  
Rome

**ITALY (cont'd)**

Paola PETTINARI  
Senior Adviser  
Multilateral Development Banks Office  
International Financial Relations Directorate  
Department of the Treasury  
Ministry of Economy and Finance  
of the Italian Republic  
Rome

**JAPAN**

HISAZOME Toru  
Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Japan to the United Nations Food  
and Agriculture Agencies in Rome  
Rome

ODA Masayuki  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of Japan to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies in Rome  
Rome

**KENYA**

Jackline YONGA  
Ambassador  
Permanent Representative-designate  
of the Republic of Kenya to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies in Rome  
Rome

Teresa TUMWET  
Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Kenya to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies in Rome  
Rome

Rollex June CHEPCHIRCHIR RUTO  
Second Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Kenya to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies in Rome  
Rome

Boniface Nduva MWILU  
Minister  
Embassy of the Republic  
of Kenya  
Rome

**KUWAIT**

Yousef Ghazi AL-BADER  
Regional Manager for East, South  
Asia and Pacific Countries  
Operations Department  
Kuwait Fund for Arab  
Economic Development  
Kuwait City

**MEXICO**

Benito Santiago JIMÉNEZ SAUMA  
Primer Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de los Estados Unidos Mexicanos  
ante el FIDA  
Roma

**NETHERLANDS**

Hans HOOGEVEEN  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Kingdom of the Netherlands to  
the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture in Rome  
Rome

Eric HILBERINK  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Kingdom of the Netherlands  
to the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture in Rome  
Rome

Mercè TORRUELLA Y MAZUREL  
IFAD Desk Officer  
Multilateral Institutions and  
Human Rights Department  
International Financial Institutions Division  
Ministry of Foreign Affairs of the  
Kingdom of the Netherlands  
The Hague

**NIGERIA**

Yaya O. OLANIRAN  
Minister  
Permanent Representative of the  
Federal Republic of Nigeria  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies in Rome  
Rome

**NORWAY**

Aslak BRUN  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

Gunnvor BERGE  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

Hanna Devillers SCHANKE  
Senior Advisor  
Section for United Nations Policy  
Royal Norwegian Ministry  
of Foreign Affairs  
Oslo

**REPUBLIC OF KOREA**

KWON Hee-seog  
Ambassador of the Republic  
of Korea to Italy  
Rome

KANG Hyo Joo  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative of the  
Republic of Korea to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies in Rome  
Rome

**SAUDI ARABIA**

Mohammed Ahmed M. ALGHAMDI  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Saudi Arabia to FAO  
Rome

Salah bin AbdelRazaq AL KHODER  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Kingdom of Saudi Arabia  
to FAO  
Rome

Mansour Mubarak S. AL ADI  
Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Kingdom of Saudi Arabia to FAO  
Rome

**SPAIN**

Rafael OSORIO DE REBELLÓN VILLAR  
Primer Secretario  
Embajada de España  
Roma

Carmen Esteban SANZ  
Colaboradora  
Embajada de España  
Roma

**SWEDEN**

Victoria JACOBSSON  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of Sweden to IFAD  
Rome

Lucas LINDFORS  
Programme and Policy Officer  
Embassy of Sweden  
Rome

**SWITZERLAND**

Pio WENNUBST  
Ambassadeur  
Représentant permanent de la  
Confédération suisse auprès  
de la FAO, du FIDA et du PAM  
Rome

Tim KRÄNZLEIN  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la Confédération suisse auprès  
de la FAO, du FIDA et du PAM  
Rome

Bruce Kirkwood CAMPBELL  
Conseiller  
Représentant permanent suppléant  
de la Confédération suisse auprès  
de la FAO, du FIDA et du PAM  
Rome

Carmen THÖNNISSEN  
Directrice adjointe  
Division Programme global  
Sécurité alimentaire  
Direction du développement  
et de la coopération (DDC)  
Département fédéral des affaires étrangères  
de la Confédération suisse  
Berne

**SWITZERLAND (cont'd)**

Caroline ZWINGELSTEIN  
Stagiaire  
Représentation permanente de la  
Confédération suisse auprès de  
la FAO, du FIDA et du PAM  
Rome

**UNITED ARAB EMIRATES**

Yousuf Mohammed BIN HAJAR  
Deputy Director  
International Financial Relations Department  
Ministry of Finance of the  
United Arab Emirates  
Abu Dhabi

**UNITED KINGDOM**

Marie-Therese SARCH  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies in Rome  
Rome

Elizabeth NASSKAU  
First Secretary  
Deputy Permanent Representative of  
the United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies in Rome  
Rome

**UNITED STATES**

Elizabeth LIEN  
Director  
Office of International Development Policy  
Department of the Treasury of  
the United States of America  
Washington, D.C.

Nirupama PRADHAN  
International Economist  
Office of International Development Policy  
Department of the Treasury of  
the United States of America  
Washington, D.C.

Thomas M. DUFFY  
Director  
Office of Agricultural Policy  
Department of State of the  
United States of America  
Washington, D.C.

**UNITED STATES (cont'd)**

Sandrine GOFFARD  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the United States of America  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies in Rome  
Rome

Vito SU  
Foreign Affairs Officer  
Office of Agricultural Policy  
Bureau of Economic and Business Affairs  
Department of State of the  
United States of America  
Washington, D.C.

Sam ROTHENBERG  
Foreign Service Officer  
Department of State of the  
United States of America  
Washington, D.C.

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)**

Elías Rafael ELJURI ABRAHAM  
Embajador  
Representante Permanente de  
la República Bolivariana de Venezuela  
ante la FAO y demás Organismos  
de las Naciones Unidas en Roma  
Roma

Porfirio PESTANA DE BARROS  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Alterno de la  
República Bolivariana de Venezuela  
ante la FAO y demás Organismos  
de las Naciones Unidas en Roma  
Roma

Luis Geronimo REYES VERDE  
Primer Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de la República Bolivariana de  
Venezuela ante los Organismos  
de las Naciones Unidas  
Roma

Marycel PACHECO GUTIÉRREZ  
Primer Secretario  
Representante Permanente Alterno de la  
República Bolivariana de Venezuela  
ante la FAO y demás Organismos  
de las Naciones Unidas  
Roma

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC  
OF)  
(cont'd)**

Hendrick Rafael BARRETO SÁNCHEZ  
Primer Secretario  
Representante Permanente Alterno de la  
República Bolivariana de Venezuela  
ante la FAO y demás Organismos  
de las Naciones Unidas en Roma  
Roma

Cote du document:	<u>EB 2020/129/R.1/Rev.2</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>2</u>
Date:	<u>20 avril 2020</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**

Investir dans les populations rurales

## Ordre du jour

### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

Responsable des questions techniques et de la transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**

Cheffe

Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-neuvième session  
Rome, 20-23 avril 2020

## Ordre du jour – session virtuelle

### I. Points de l'ordre du jour

#### 1. Ouverture de la session

#### 2. Adoption de l'ordre du jour [A]

#### 3. Pour que la crise provoquée par la COVID-19 ne se double pas d'une crise alimentaire – Le Mécanisme de relance du FIDA en faveur des populations rurales pauvres

#### 4. Questions institutionnelles

Politiques et stratégies

i) Investissement axé sur les capacités – Plan d'action [A]

iii) Mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles: Plan d'action pour 2020–2021 [E]

#### 7. Questions opérationnelles

a) Cadre des opérations non souveraines du FIDA dans le secteur privé et création d'un fonds fiduciaire pour le secteur privé [A]

c) Propositions de projet/programme et don soumises à l'attention du Conseil d'administration [A]

ii) Projet d'investissement: Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole [séance à huis clos]

#### 8. Questions financières

a) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent cinquante-sixième réunion du Comité [E]

d) Rapport sur l'adéquation des fonds propres [E]

e) Informations orales actualisées sur la procédure de notation de crédit [E] [séance à huis clos]

g) Utilisation des ressources au titre du programme de dons du FIDA pour la mise en œuvre de la Stratégie de collaboration avec le secteur privé et d'autres initiatives [A]

#### 11. Questions diverses

d) Compte rendu oral concernant la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

## II. Points pour commentaires en ligne

Les représentants peuvent soumettre leurs commentaires sur la plateforme interactive réservée aux États membres.

### 4. Questions institutionnelles

Politiques et stratégies

- ii) Politique révisée du FIDA en matière de dons [E]

### 5. Gestion du risque institutionnel [E]

- a) Informations actualisées sur la gestion des risques au FIDA
- b) Tableau de bord des risques institutionnels du FIDA

### 6. Évaluation

- a) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la cent huitième session du Comité [I]
- b) Évaluations de la stratégie et du programme de pays (ESPP) [E]
  - i) Mexique
  - ii) Sierra Leone

### 7. Questions opérationnelles

- b) Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) [E]
  - i) Afrique orientale et australe
    - a) Érythrée
  - ii) Amérique latine et Caraïbes
    - a) Mexique
  - iii) Afrique de l'Ouest et du Centre
    - a) Sierra Leone

### 8. Questions financières

- c) Étude préliminaire sur la possibilité d'octroyer des prêts à des entités infranationales [E]

### 10. Rapports de situation

- a) Plus de transparence pour un meilleur respect du principe de responsabilité – Plan d'action: Rapport annuel de situation pour 2019 [E]

### III. Points pour approbation par vote par correspondance

Pour les points ci-après, une motion de vote par correspondance sera transmise à chaque membre; la décision proposée sera présentée et chaque membre sera invité à voter, conformément aux dispositions de l'article 23 du [Règlement intérieur du Conseil d'administration](#)<sup>3</sup>.

#### 7. Questions opérationnelles

- c) Propositions de projet/programme et don soumises à l'attention du Conseil d'administration **[A]**
  - i) Asie et Pacifique
    - b) Chine: Projet de démonstration de revitalisation rurale dans la province du Yunnan
    - c) Pakistan: Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela II

#### 8. Questions financières

- c) États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2019 **[A]**
- g) Besoins de financement au titre du quarante et unième tirage sur les contributions des États membres en 2020 **[A]**

#### 9. Questions relatives à la gouvernance **[A]**

- d) Participation d'observateurs aux sessions du Conseil d'administration lors de l'examen des propositions de projet, de programme ou de don
- e) Dates de la visite de pays prévue pour le Conseil d'administration du FIDA en 2021

#### 11. Questions diverses

- c) Mémoire d'accord avec le World Food Law Institute **[A]**

### IV. Pour information **[I]**

Les documents présentés pour information et d'autres informations fournies sur la base du principe d'adaptation à l'objectif visé seront disponibles sur la plateforme interactive réservée aux États membres du FIDA à l'[adresse suivante](#).

<sup>3</sup> **Vote par correspondance**

Lorsque le Conseil doit prendre une décision qui ne saurait être remise jusqu'à la session suivante, mais qui ne justifie pas la convocation d'une session extraordinaire, le Président transmet à chaque membre et à chaque suppléant, par n'importe quel moyen de communication rapide, une motion incorporant la décision proposée, invitant chaque membre à voter sur cette proposition. Les votes sont exprimés dans un délai raisonnable prescrit par le Président; à l'expiration de ce délai, celui-ci enregistre les résultats et les notifie à tous les membres et suppléants. Les membres et les membres suppléants peuvent émettre un "oui", "non" ou "abstention" qu'ils notifient par télécopie, par télex ou par courrier. L'absence de notification écrite passé le délai prescrit par le Président ne vaut pas abstention mais signifie plutôt une non-participation au scrutin et, en cas de non-réponse de la part d'un membre, le vote de son suppléant est retenu. Le vote est valable si des réponses ont été reçues de la part de membres représentant au moins les deux tiers du nombre total de voix dont disposent les membres du Conseil d'administration.